



Le pouvoir aux femmes

Comme Mayra Buvinic et Elizabeth King («L'économie intelligente», juin 2007), j'estime qu'il faudrait faire bien davantage pour donner un plus grand pouvoir économique aux femmes. Grâce au dynamisme avec lequel les femmes se consacrent à toutes leurs activités, elles sont le moteur qui rend possible l'émergence des familles, voire des nations. Elles sont particulièrement aptes pour promouvoir le dialogue et le développement.



Afin d'encourager la réalisation du troisième objectif du Millénaire pour le développement (autonomisation des femmes), il faut d'abord combattre l'idée rétrograde selon laquelle «la femme est née pour le ménage», sans quoi tous nos efforts resteront vains.

Agonma Esaie

Étudiant en économie et gestion, Bénin

Une obligation morale

L'article intitulé «L'impact bénéfique des envois de fonds sur l'Afrique» (Sanjeev Gupta, Catherine Pattillo et Smita Wagh, juin 2007) a particulièrement attiré mon attention, non pas à cause de mon appartenance au tiers-monde et moins encore de ma nationalité, mais pour l'objectivité de cet article, qui décrit une réalité très frappante des pays en développement.

Le Niger bénéficie de plus en plus des envois de fonds des travailleurs émigrés, qui peuvent transformer la vie des bénéficiaires. Utilisés de façon efficiente, ces fonds peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté. Par exemple, bien que modestes par rapport à l'aide des partenaires au développement, les fonds envoyés par la diaspora nigérienne pendant la crise alimentaire de 2005 ont eu un impact significatif.

Ma seule critique concerne les opérateurs, dont les bénéfices nets se chiffrent en millions de dollars grâce aux envois de fonds des émigrés des pays en développement. J'estime que ces sociétés ont l'obligation morale de donner quelque chose en retour en finançant des projets d'investissement dans ces pays.

Hassane Moussa Alkeïrou, Niger

Équilibrer d'abord le duo!

J'ai beaucoup apprécié l'article de Harry Broadman intitulé «Le duo Afrique-Asie» (juin 2007), mais l'auteur néglige un point très important. Pour lui, les échanges entre les deux continents seront rentables si les pays africains exportent vers l'Asie des biens transformés pour alimenter l'activité industrielle et la consommation, et importent en retour des produits manufacturés asiatiques. Dans ce cas, le duo est déséquilibré!

La croissance est forte dans nombre de pays d'Asie, Chine et Inde en tête. Cette croissance repose sur une nouvelle industrie créatrice de richesses, un secteur des services avancé, un système financier moderne, une meilleure allocation des ressources, une stratégie économique et sociale saine, et la stabilité politique. En revanche, la croissance des pays africains est tirée par la hausse

des prix de nombreux produits de base et matières premières. Le pétrole est un exemple type. Dans la plupart des pays d'Afrique, le secteur industriel ne contribue guère à la croissance du PIB, les systèmes financiers sont à la traîne et la gouvernance laisse à désirer presque partout.

Pour que les pays africains ne soient pas réduits à de simples fournisseurs de matières premières, il faut que leurs responsables prennent rapidement des décisions justes. Il faudrait ouvrir les systèmes financiers aux IDE, élaborer une stratégie favorable aux PME et encourager l'adoption des nouvelles technologies. Il serait bon aussi accélérer l'adhésion à l'OMC. Enfin, une politique anticorruption efficace est indispensable.

En contrepartie, les pays asiatiques devraient éliminer les barrières douanières et commerciales qui entravent les exportations africaines. Avec une vraie volonté des deux côtés, le «duo dynamique» pourra jouir d'un partenariat bien plus harmonieux.

Sofiane Abouderaz

Maître assistant, université de Boumerdes, Algérie

Le casse-tête chinois

L'article d'Ulrich Jacoby intitulé «Attirance mutuelle» (juin 2007) montre le bien-fondé du partenariat entre la Chine et l'Afrique. Toutefois, dans sa description de l'interdépendance de ces deux économies, l'auteur semble avoir oublié la question de l'immigration chinoise en Afrique. En effet, en plus des produits «made in China», l'Afrique absorbe aujourd'hui un afflux massif d'immigrants chinois.

Le Cameroun, par exemple, est devenu une terre d'accueil par excellence pour les Chinois de classe moyenne. Le problème est que la population locale perçoit cette immigration comme une menace à leur aspiration à une vie meilleure, car elle fait monter le chômage, qui atteint déjà des sommets. Cette situation est d'autant plus alarmante que les emplois créés par les Chinois sont aussi occupés par eux, la main-d'œuvre locale n'étant employée que pour les besoins de traduction.

Ongba Joseph Juvet

Étudiant en économie, université de Ngaoundéré, Cameroun

Le coût de l'aide liée

En lisant l'article intitulé «Attirance mutuelle», j'ai eu une forte impression de déjà-vu. Depuis longtemps, les projets clé-en-main se soldent par des échecs en Afrique. Pire, il semblerait que l'aide chinoise soit étroitement liée à des sociétés et produits chinois (70 % des lignes de crédit en faveur de l'Angola, selon l'article). La plupart des nombreuses études sur l'aide liée montrent que son surcoût dépasse les avantages de la concessionnalité du financement. Le coût est plus élevé si les pays bénéficiaires de l'aide sont obligés d'acheter de coûteuses pièces détachées auprès des mêmes fournisseurs.

Il se peut qu'aucune étude n'ait encore été effectuée sur le coût de l'aide liée chinoise, mais il est condamnable d'évoquer ce sujet sans dire que, comme le montre l'expérience du passé, elle peut avoir un coût élevé. On peut toujours espérer que ce ne sera pas

le cas, mais cela serait extraordinaire compte tenu des possibilités de surfacturation dont cette aide s'accompagne.

Charles Harvey
Brighton, Royaume-Uni

Déverrouiller les trésors cachés

L'article intitulé «L'actif net de l'État» (Bob Traa et Alina Carare, juin 2007), qui analyse la question des actifs — et des problèmes — cachés des finances publiques, est tout à fait d'actualité. Le Ministère des finances de l'Inde établit méticuleusement depuis 1947 la liste des actifs et passifs de l'État. Ce bilan révèle que les passifs dépassent largement les actifs, ce qui est le fruit d'années de déficits budgétaires. Cependant, certains des actifs ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur. Ainsi, le portefeuille de sociétés publiques a sans doute une valeur de marché considérablement plus élevée que sa valeur officielle dans les livres. Malheureusement, le passif résulte de la sous-évaluation de la dette extérieure si l'on tient compte de la valeur de la roupie au taux du marché. Globalement, toutefois, le bilan est probablement plus solide qu'il n'y paraît au regard du passif.

Malheureusement, le public ne connaît pas ce bilan. Le budget n'intéresse les médias, les analystes et autres commentateurs que par ses seules implications fiscales et autres aspects classiques. Or, à mon sens, les actifs cachés de l'Inde représentent d'énormes possibilités d'investissement. S'ils étaient exploités, ces trésors pourraient financer des programmes qui aideraient l'Inde à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015.

Les outils recensés dans l'article pourraient aussi favoriser un traitement plus cohérent des actifs et des passifs au niveau des États.

G. Giridhar Prabhu
Administrateur, Études économiques, Mangalore, Inde

Prendre en compte l'environnement

L'article intitulé «L'actif net de l'État» m'amène à tirer certaines conclusions concernant les pays en développement (en

particulier l'Argentine) et la manière dont ils reconstituent leurs ressources environnementales.

L'actif net de l'État argentin a été mis à mal par la défiance des investisseurs, exacerbée par la hausse de la dette en devises et la dévalorisation des actifs financiers. Mais l'actif net du secteur public est aussi entamé par l'épuisement progressif des ressources *environnementales* non renouvelables. Ce problème est aggravé par le fait que les gouvernements des pays émergents ont tendance à surévaluer le rendement des investissements, car ils ne prennent pas en considération la dégradation de l'environnement.

Les fonds de renouvellement des ressources naturelles devraient être pris en compte dans le calcul de l'actif net du secteur public des pays émergents. Pour commencer, ces pays devraient inclure une «réserve autofinancée pour la reconstitution des ressources environnementales» à l'actif de leur bilan.

L'établissement de fonds de cette nature aurait bien sûr des conséquences pour le bilan du secteur public, notamment pour l'actif net, en raison de l'amortissement des investissements fixes et des dépenses réelles pour la protection de l'environnement. Mais si on ne fait rien, la mauvaise gestion des ressources naturelles continuera de peser sur le capital d'exploitation de l'État et d'éroder son actif net, ce qui finira par se répercuter sur les marchés financiers et réduire l'investissement dans le secteur public.

Nicolás Antonio Piccione
Docteur en économie, Argentine

Écrivez-nous! Adressez votre courrier à fanddletters@imf.org ou à Editor-in-Chief, *Finance & Development*, International Monetary Fund, Washington, DC 20431 (U.S.A.). La rédaction accepte volontiers vos lettres (300 mots maximum), qui pourront être modifiées pour des raisons d'espace.

Mondialisation :
actualités,
analyse et
répercussions
internationales.

FMI *Bulletin*

*Retrouvez le Bulletin du FMI
en ligne à*

www.imf.org/imfsurvey